

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/NLD/43

10 avril 2002

(02-1932)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Chlorofluorocarbures, chlorofluorocarbure totalement halogéné, halons, bromure de méthyle, tétrachlorure de carbone, trichloroéthane, bromofluorocarbures et chlorofluorocarbures ainsi que produits et équipements contenant ces substances.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décret établissant de nouvelles dispositions concernant les substances appauvrissant la couche d'ozone. <i>Decree on ozone layer-depleting substances pursuant to the Act concerning substances dangerous to the environment 2002.</i> (Décret sur les substances appauvrissant la couche d'ozone pris en application de la Loi de 2002 sur les substances dangereuses pour l'environnement)
6.	Teneur: Décret remplaçant en réalité le Décret applicable de 1995 sur les substances appauvrissant la couche d'ozone. Ce dernier a dû être modifié en vertu du Règlement CE n° 2037/2000. Le Décret prévoit donc, conformément au Règlement CE n° 2037/2000, des dispositions relatives à l'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone et à la possibilité d'établir des prescriptions relatives à la prévention des fuites et au niveau de formation des personnes manipulant des substances appauvrissant la couche d'ozone. En ce qui concerne l'élimination progressive du bromure de méthyle, il est fait usage de la marge de manœuvre accordée par l'article 176 du Traité CE, c'est-à-dire de la possibilité d'établir des mesures de protection plus strictes que ne le fait le Règlement. Le Décret dispose, au paragraphe 4 de l'article 2, que la production de bromure de méthyle est interdite à partir de la date d'entrée en vigueur du Décret. Telle est la raison d'être de la présente notification.

7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:

Dans le projet de Règlement, la Commission européenne avait prévu l'arrêt de la production de bromure de méthyle (en particulier comme désinfectant du sol) à partir du 1^{er} janvier 2001, sous réserve d'exceptions pour des applications critiques. Finalement, le 1^{er} janvier 2005 a été la date retenue dans le Règlement. Cependant, les Pays-Bas avaient déjà prévu cet arrêt pour 2001. L'utilisation du bromure de méthyle comme désinfectant du sol a pris fin le 1^{er} janvier 1992, conformément à une décision à cet effet prise en vertu de la Loi de 1962 sur les pesticides. Les Parties intéressées aux Pays-Bas ont accepté les mesures prévues par le Décret en ce qui concerne le bromure de méthyle. L'interdiction de la production de bromure de méthyle prévue au paragraphe 4 de l'article 2 prend effet à l'entrée en vigueur du Décret précité.

Cette réglementation est compatible avec le principe de la libre circulation des marchandises, car elle porte sur la production de bromure de méthyle, n'établit pas de distinction selon le pays d'origine, répond aux intérêts en matière de protection de l'environnement (protection de la couche d'ozone, en l'occurrence) et est nécessaire au vu de cet objectif. Seule l'interdiction de la production de bromure de méthyle permettait des accords avec la branche d'activité.

Par ailleurs, on dispose de produits pouvant remplacer avantageusement le bromure de méthyle et on les utilise déjà. Il n'est pas possible d'atteindre l'objectif de protection de l'environnement d'une manière qui fasse moins obstacle au commerce. Un mécanisme d'autorisation n'est pas suffisamment efficace; tel est également le cas pour l'information. Ces mesures contribueraient probablement à la dégradation de l'environnement et, en conséquence, à sa détérioration aux Pays-Bas. À ce titre, on peut également avancer que seule l'interdiction de la production de bromure de méthyle permettra de conclure des accords avec la branche d'activité.

Tout comme le Règlement CE n° 2037/2000, le Décret ne contient pas de dispositions concernant la reconnaissance mutuelle, car il porte sur une interdiction complète. La différence réside dans le fait que l'interdiction est entrée en vigueur plus tôt aux Pays-Bas.

8. Documents pertinents:

- Article 24 de la Loi sur les substances nocives pour l'environnement
- Décret de 1995 sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone

9. Date projetée pour l'adoption:**Date projetée pour l'entrée en vigueur:**

} 1^{er} septembre 2002
 } 1^{er} octobre 2002

10. Date limite pour la présentation des observations: 29 mai 2002**11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:**